

le libertaire sur le web !

<http://www.lelibertaire.org>

# le libertaire

revue de synthèse anarchiste

édition électronique  
n° 44 juillet 2010

éditée par les groupes J-Durand, E-Reclus et F-Ferrer (coordination anarchiste Le Havre)  
Contact le libertaire boîte postale 745, 76060 Le Havre cedex. Courriel [lelibertaire@wanadoo.fr](mailto:lelibertaire@wanadoo.fr)

## Une bonne nouvelle sous le soleil berlinois,

La FAU Berlin a gagné le recours, dernière ligne droite de son procès.

L'interdiction de se décrire en tant que syndicat est officiellement levée depuis ce matin ! L'argument du juge a été celui de la liberté d'expression qui doit passer avant tout.

La lutte continue !

## Retraites : on ne lâchera rien !

La CNT76 appelle à la grève interprofessionnelle le mardi 7 septembre 2010 afin de faire plier le gouvernement sur les retraites et toutes les mesures anti-sociales prévues. D'ores et déjà, des tracts seront distribués durant l'été pour mobiliser les salariés comme en 1995 qui a vu cette année-là un Juppé "droit dans ses bottes" céder. L'arrogance de Sarkozy, les soupçons de corruption au plus haut niveau... commencent à exaspérer les travailleurs à qui on demande de plus en plus de se serrer la ceinture. Au mois de septembre se jouera notre avenir, nous n'avons pas d'autres choix que l'affrontement avec ce gouvernement qui se droitise de plus en plus. Le 7 ne sera pas suffisant mais ce sera le prélude à une mobilisation d'ampleur ultérieure. Nous appuierons aussi tout projet de grève générale reconductible et de manifestation nationale à Paris pour créer les conditions d'un rapport de force conséquent. Dans de nombreux pays d'Europe de puissantes manifestations se préparent en septembre.

Les appels à la grève générale fleurissent en Espagne (le 29 septembre), en Italie, en Grèce... Le mécontentement social augmente, alors contre la rigueur et les mesures inéquitables, mobilisation générale et maximum partout en Europe.

## Laurent Terzieff

Nous venons d'apprendre sa disparition. De lui nous garderons le souvenir de l'acteur du film *Tu ne tueras point*, du pacifiste signataire du manifeste de 121 contre la guerre en Algérie. Sa carrière est sa vie furent bien remplies loin de la presse "people" et du tapage médiatique qui tient lieu de talent à trop de personnages. Salut Laurent.

Le libertaire

RIEN À FOOT DE VOS RETRAITES



# Vague de répression antisyndicale à la Cinémathèque !

Une vague de répression antisyndicale sans précédent s'abat sur la section CNT de la Cinémathèque Française. Depuis 2003, 3 militants CNT ont été soit licenciés, soit poussés à un départ négocié. En quelques mois, quatre salariés militants syndicaux (3 CNT et 1 CGT) ont été sanctionnés pour des motifs futiles voire inexistantes. Mais cette fois la Direction va plus loin. Elle a entamé une procédure de licenciement à l'encontre de la déléguée syndicale CNT également élue au CE.

Majoritaire aux dernières élections professionnelles (10 élus sur 22 sièges à pourvoir) la CNT, avec le soutien et la participation des salariés, a réussi à s'opposer à de nombreuses tentatives de régression sociale de la part de la Direction : remise en cause de la Mutuelle d'entreprise, remise en cause de l'ancienneté, réorganisations de services tous azimuts, interdiction faite aux syndicats de pouvoir utiliser la messagerie électronique pour com-

muniquer.

La CNT a assigné la Direction de la Cinémathèque au tribunal pour la signature illicite avec les anciens secrétaires du Comité d'entreprise d'une convention modifiant à la baisse des garanties du régime mutuelle sans avoir informé les organisations syndicales qui sont pourtant les seules habilités à signer ce type d'accord comme le prévoit les textes en vigueur. Le procès est actuellement en cours.

De son côté, la Direction a assigné le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), qui avait demandé une expertise sur les risques psycho sociaux graves.... La décision du tribunal sera rendue le 22 juin prochain.

Au cas où le tribunal rendrait un avis favorable au CHSCT, celui ci aurait toute latitude pour enquêter notamment sur le dossier à charge monté par la Direction, accusant notre

camarade de harcèlement et d'insubordination dans son service, alors que c'est elle qui est victime de placardisation, de harcèlement moral et de discrimination syndicale. La CNT soutenant le CHSCT dans son action, on peut concevoir l'intérêt que porte la direction à écarter la CNT du paysage syndical local.

La Direction a donc décidé d'éliminer une organisation syndicale beaucoup trop remuante à son goût et qui ne fait que son travail : défendre les salariés et faire respecter la convention d'entreprise.

Actuellement nous ne pouvons compter que sur le secours de la CGT Cinémathèque pour travailler en intersyndicale. Dans ces moments difficiles, nous en appelons donc à la solidarité des salariés de la Cinémathèque, bien sûr, mais aussi à la solidarité interprofessionnelle. Nous ne lâcherons rien ! Un coup porté contre l'un de nous, est un coup porté à tous.

## FOOT ET SEXE, UNE MANNE FINANCIERE POUR CERTAINS

A l'heure où les populations sont saignées à blanc par les Etats en faillite d'une économie libérale déchaînée, où le chômage atteint des proportions excessivement alarmantes, où l'Europe exige d'énormes réductions de la qualité de vie des salarié-es et des chômeurs-chômeuses, où les services publics se rétrécissent, où la situation des femmes se dégrade

dans tous les pays du monde, c'est dans ce contexte que, massivement les hommes de la planète de 7 à 99 ans sont happés par les media, sont obnubilés par le foot, ne pensent plus à rien d'autre, ne parlent plus de rien d'autre.

Le foot, expression du capital prédateur, s'alimente de l'angoisse des gens, tire profit de leur désarroi leur faisant miroiter l'appartenance à un collectif ou l'identification à ces millionnaires dont la seule qualité est de savoir jouer au ballon, ce qui devrait être populaire et non financier.

L'argent est le moteur principal de ceux qui organisent les coupes, les tournois, les matchs. Pour dominer et faire les plus gros bénéfices possibles,

les alliances avec les multinationales, les réseaux mafieux ou les gangs, selon les endroits où les événements sportifs ont lieu, ne leur posent aucun problème, ne leur provoquent aucun d'état d'âme.

Il n'est pas étonnant que, dans ces lieux de l'argent roi s'y retrouve, la prostitution n'est qu'un gadget supplémentaire comme tous ceux qui accompagnent le foot, un complément au divertissement des supporters, comme complément aux bénéfices de la FIFA et/ou de ses multiples partenaires multinationaux.

Le scandale des joueurs millionnaires, face aux salaires de misère que gagnent la majori-

té des hommes et encore plus des femmes, est occulté. Le scandale des joueurs " prostituteurs ", ceux qui payent pour avoir du sexe sans histoire, sans engagement, sans lien, mais avec mépris et suffisance face aux femmes payées pour être au service de leur sexualité, ce scandale-là est rapidement effacé de la scène médiatique.

Les femmes, les enfants et les hommes des quartiers pauvres de Johannesburg ont été expulsés, le spectacle qu'ils donnent n'étant pas assez esthétique pour les amateurs de foot. Face à cette débauche d'argent, on nous cache que ces personnes là vivent avec moins de 2 euros par jour. Prédateurs et pauvreté se concentrent à l'occasion de la Coupe Mondiale de Foot.

Cette conjoncture est idéale pour ceux qui, comme des charognes, vont s'abattre sur les jeunes filles ou femmes pour les transformer en marchandise facile et bon marché venant satisfaire une sexualité masculine machiste et dominatrice.

Actuellement, en Afrique du Sud, c'est la société de l'argent pour les riches, du sexe pour les hommes, de la marchandisation du corps des femmes, du contrôle des populations à travers un système de sécurité qui a transformé le pays en Etat de Siège.

Nous, femmes de la Marche Mondiale des Femmes refusons cette société,

### Contacts

**Les groupes libertaire Jules-Durand, Elisée Reclus tiennent leurs permanences 30 rue Perquenville (à Saint François) le troisièmes mardis du mois, de 18 à 19 heures.**

**Il existe des groupes et liaisons dans les localités suivantes : Digne (04), Gingamp (22), St-Nazaire (44), Pau (64), Tarbes (65), Strasbourg (67), Le Havre (76), Bondy (93) Corbeil (94), Cergy-Pontoise (95)**

**Groupe Le Cynorhodron libertaire (04) c/o P. F boîte postale 54, 04002 Digne cedex.**

**Tarbes (65), table de presse, le dimanche matin, sur le marché.**

**Groupe Libertad (67) écrire (sans autre précision) à Chiquenaudes et croquignoles 9, rue des Cigognes 67800 Bischeim cedex.**

**Avignon (84) librairie Infokiosk place Damette.**

**Val d'Oise (95) collectif libertaire publie l'Insurgé boîte postale 70118 Sant-Ouen l'Aumône cedex**

# Mouvement des sans terre

**Comme les J.O. à Vancouver où des Indiens avaient été chassés de leurs terres pour laisser place aux infrastructures de cette comédie de semblant de sport, en Afrique du Sud, où a lieu cette année la coupe du monde de cette connerie qu'est devenu le foot, suscite quelques doutes, mais pas que!**

La coupe du monde de football qui va se dérouler en Afrique du Sud au mois de juin est un élément d'un vaste plan de propagande politique, qui consiste à faire croire qu'il y a eu un miracle démocratique en Afrique du Sud.

Si l'apartheid a officiellement été aboli, la ségrégation sociale quant à elle continue de plus belle, comme partout sur la planète capitaliste.

Les populations pauvres des ghettos et des bidonvilles ont vu leurs conditions de vie aggravées par les préparatifs de la Coupe du monde de foot. Pour maquiller la situation, le gouvernement a procédé à des expulsions massives, entassant les personnes déplacées dans des quartiers informels de baraques en tôles.

Mais dans cet océan d'injustice il existe des îlots de résistance et d'humanité.

Des gens comme par exemple le mouvement Abahlali baseMjondolo refusent les compromis avec les politiciens corrompus, organisant le boycott des élections politiques selon le principe " No land - no house ? NO VOTE ! " Les politiciens avaient promis, en échange des votes des habitants des baraques, de leur donner terres et maisons. N'ayant rien du venir des promesses électorales, ils ont donc décidé de boycotter durablement les élections. Et de lancer des campagnes massives pour l'abstention.

Mais la radicalité de ces mouvements gêne le pouvoir. Il laisse sciemment s'attiser les passions nées de la promiscuité (qu'il crée en déplaçant de force les populations et en les entassant ensuite dans des endroits où rien n'a été prévu en terme d'accès aux services de base), espérant ensuite intervenir en tant que " garant de l'ordre sécuritaire " qu'il a pourtant contribué à déstabiliser.

Ci-dessous deux témoignages des incidents intervenus récemment dans le bidonville de Protea-Sud. L'un du groupe anarchiste d'Afrique du Sud " ZACF " et l'autre d'un militant

du groupe Abahlali baseMjondolo. Ce genre d'attaque n'est pas la première. Déjà en septembre dernier une autre organisation de l'Alliance des Pauvres (Poor people alliance) avait été attaquée dans un autre bidonville à Durban. Les similitudes des modes opératoires font dire aux compagnons sud africain qu'il pourrait s'agir d'un plan concerté du parti au pouvoir (ANC, African National Congress) pour en finir avec les organisations de base radicales.

CNT AIT Paris, d'après des informations de ZACF et Abahlali baseMjondolo.

### **Les militants des " sans terre " et les " habitants des baraques " (bidonvilles) attaqués à Soweto**

par: le Front Anarchiste communiste Zabalaza (ZACF)

Ce qui suit est une communication urgente émise au nom de, et en solidarité avec le Mouvement des Sans Terres (LPM) et des autres habitants du bidonville de Protea-Sud, à Soweto. Il est basé sur des renseignements obtenus par téléphone et par des conversations en face-à-face avec des membres du LPM après les violentes attaques contre eux la nuit dernière [24 mai 2010]. Il semble y avoir toujours de la confusion autour de ce qui s'est passé, et les détails sont encore fragmentaires. Nous rendrons disponibles les nouvelles informations sur la situation au fur et à mesure que nous les recevrons, de même que toute correction factuelle qui s'avérerait nécessaire. Dans la soirée du dimanche 23 mai, un groupe d'hommes ont tenté d'incendier la baraque de la présidente du Mouvement des Sans Terres, Maureen Mnisi, dans le " village informel " (bidonville) de Protea-Sud, à Soweto. Elle était à l'intérieur au moment des faits, et a eu la chance de sauver sa vie uniquement parce que son fils est tombé sur les assaillants et a pu les chasser.

Vers 20h00, le même soir un groupe de cinq hommes - dont trois étaient vraisemblablement armés de fusils, un autre portant une panga (machette) et le cinquième un manche de pioche - ont sauté la clôture entourant la baraque d'un autre membre du LPM et sympathisant du ZACF. Ils ont frappé violemment à la porte de sa partenaire et de sa baraque, exigeant de voir " l'homme de la maison ". Quand les occupants de la baraque ont pensé que les assaillants allaient enfoncer la porte, le camarade s'est caché et sa partenaire a répondu à la porte, espérant être en mesure de dissuader les assaillants. Ils sont alors entrés à

l'intérieur de la baraque avec une torche, découvrant uniquement les deux jeunes enfants du couple en train de dormir sur le lit, et ont déclaré " akekho " - il n'est pas ici. Ils ont alors battu la camarade qui avait répondu à la porte, en lui enjoignant de dire à son partenaire qu'ils reviendraient pour lui. Craignant pour leur sécurité et celle de leurs enfants, ces compagnons ont été contraints de fuir la communauté sans presque aucun de leurs biens.

Après cela, le groupe d'hommes armés [1] auraient continué de tourner dans le bidonville, attaquant d'autres personnes. Un membre de la communauté est signalé comme ayant été tué, et au moins une autre personne à dû être hospitalisée. Les gens qui se cachaient pendant les attaques ont rapporté que les assaillants sont partis vers minuit, des ambulances venant et emmenant des personnes à l'hôpital.

On ne sait pas encore combien de personnes ont été affectées par les attaques, ni combien ont fui.

Les membres du LPM sont quasiment certains que les attaques ont été orchestrées par certaines des personnes qui habitent les maisons " HLM " dans la zone, du fait des tensions persistantes entre les habitants des bidonvilles et ceux des HLM au sujet des connections illégales au réseau électrique et sur les relogement. En effet, certaines des personnes en dans les HLM veulent que le bidonville soit déplacés (ce que le gouvernement essaye de faire depuis des années) afin de faire monter le prix de leurs propriétés. Le LPM est en première ligne pour résister à ces déplacements forcés, ainsi que dans l'organisation des reconnections électriques. Nous pensons que c'est pour ces raisons que ses membres ont été attaqués.

Le LPM et les autres habitants des baraques se réunissent cet après-midi à 16h00 au Parc des faiseurs de Paix (Peacemaker Park) de Protea-sud afin de déterminer une réponse. Ils apprécieront la participation et le soutien d'autant de représentants et d'activistes du plus grand nombre de différents mouvements sociaux possibles.

Solidarité totale au Mouvement des sans terre et aux habitants des baraques de Protea-sud ! Une attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre tous !

ZACF

# Burgat : un Havrais dans la Résistance

J'avais revu Choquet à Rouen. J'avais besoin de le revoir : je désirais de plus en plus lier partie avec la Résistance que je voyais s'organiser. Des hommes qui ne voulaient pas aller travailler en Allemagne disparaissaient un matin. Ils étaient allés se cacher chez des amis, ou dans des embryons de maquis. On apprenait aussi, quelquefois, que des personnes, connues pour leurs idées de gauche, avaient quitté le pays. Des tracts, des journaux, souvent simples feuilles tapées à la machine, commençaient à circuler. On sentait un bouillonnement psychologique. Des conversations s'arrêtaient parfois lors du passage d'un voisin : on se méfiait d'un peu tout le monde... Choquet était un gars sérieux et sûr. Il me demanda de l'aider davantage. Oui. Mais je lui rappelai nos conventions. Choquet ne les perdait point de vue :

- Parlons plutôt de notre point commun : nos sentiments antinazis. Nous, à la Résistance, on a décidé d'empoisonner les Frisés le plus possible. Et voilà où tu interviers, pacifiquement, mon vieux. J'aurais besoin de certains renseignements. Tu pourrais me les donner.

C'était ainsi, au début, la Résistance. On ne parlait pas ouvertement, sauf comme ça, parfois entre gars très sûrs les uns des autres. C'était d'ailleurs, très cloisonné. Cette Résistance me donnait non seulement l'occasion de réagir contre le nazisme, mais encore celle de m'affirmer, de ne pas être absolument en dehors... Cependant, je n'acceptai que sous la seconde condition que personne, absolument personne, ne soit au courant de mon activité. Je redoutais, en effet, des maladresses, des indiscretions, des mouchardages, même dans les milieux groupant des hommes insuffisamment entraînés à l'action clandestine.

Alors, je reçus de Choquet des tracts à écouter en grand mystère. Je les distribuais :

Tiens, j'ai reçu ça ! Je ne sais pas de qui ! Ca n'a pas l'air mal ... En tout cas, gardez pas ça chez vous, hein ...

Tu pourrais pas, par exemple, me dit Choquet, me signaler les troupes qui passent, relever si tu peux leur qualité, leur arme ?

Ca, je pouvais. Il n'y avait que deux choses que j'avais refusées : prendre part à des coups de main, participer au passage de gens en Espagne. Je savais qu'ils ne regagnaient Londres que pour combattre.

Mais, renseigner, oui. Il y avait, par exemple, une batterie sur les hauteurs de Freneuse. Cette batterie, les Allemands la trimbalaient tantôt dans un coin, tantôt dans un autre. Choquet m'avait dit : " Tâche de savoir à peu près quand ils font les transports ". Je dis : " Bon. Je t'aurai ça ".

Je suis allé faire un bout d'aquarelle (je n'avais plus cessé de peindre) puis,

avec trois croix, j'avais marqué l'emplacement. Je lui avais dit : Attention ! C'est un rythme bien défini : le lundi, le mardi, elle est là ; le mercredi, le jeudi ou le vendredi, ils la poussent du côté du clocher, ou, alors, à tel endroit. "

Enfin c'était de la broutille et du tout venant. Il y avait plus sérieux par-

fois : à deux reprises. J'ai abrité, durant une nuit, des hommes qui se sont présentés avec le mot de passe, et qui m'ont expliqué qu'ils fuyaient les polices, l'allemande et la française. Je ne leur ai rien demandé d'autre. Je me suis bien gardé de chercher à les connaître. Je ne voulais pas, en cas d'accident, être en mesure de trahir. Qui ne sait rien... Ils sont repartis, le lendemain, pour une destination inconnue. Vers la même époque, j'ai revu Pascaud aussi, camarade très lié avec les milieux libertaires. Il avait sa roulotte de forain. Il m'y a invité. Une vraie roulotte, tractée par un cheval, mais permettant de vivre confortablement, avec buta, etc.

Tu te souviens, Pascaud, de la guitare, cette fameuse guitare monocorde, fabriquée à l'aide d'une boîte à cigares ...

J'aurais savouré pleinement ces heures de chaude amitié ; mais la vie imposait avec son rappel brutal. Il y avait là, Burtain, encore tout ému : il venait de faire sauter la base sous-marine du Havre ; enfin, une grande partie. Elle était, en tout cas, inutilisable. Il se sauvait. Il était planqué ici avant de gagner le Midi. J'aurais préféré que Burtain ne parle pas, ni Pascaud. Mais je sais me taire, et je savais qu'ils se tairaient sur mon compte.

Enfin ! Nous avons parlé, bien sûr, de la Résistance. Pascaud a semblé surpris d'apprendre que j'y participais.

- Alors te voilà gaulliste ?

-

Eh ! là ! Je n'en suis pas encore arrivé à prendre comme chef de file un général ! Heureusement pour moi ! J'ai réagi contre les hitlériens parce qu'ils sont enragés et qu'ils veulent imposer un mode de vie me répugnant profondément, c'est tout.

J'avais ensuite précisé :

Tu vois, mon cher Pascaud, pour moi, un général égale un général. La formation de de Gaulle, son milieu, l'habitude qu'il a, forcément, de se faire obéir, font qu'il ne m'inspire pas plus confiance que Pétain. Tout cela me fait même craindre qu'il ne soit guère capable d'agir vraiment démocratiquement si, comme tout permet de le penser, la guerre terminée, il prend la tête du Gouvernement.

Je me souviens de façon très précise de nos dernières paroles sur les marches de la roulotte. Puis, dans la nuit, une bonne poignée de mains fraternelle.

Je m'en souviens, parce que je ne devais pas revoir Pascaud. Il est mort dans un fête foraine. C'est du Prévert, c'est du surréalisme, mais, c'est vrai : une de ses balançoires lui a heurté le crâne dans un instant d'inattention, alors que pour la plus grande joie de deux enfants il lançait la nacelle le plus haut possible.

## Manifestation réussie au Havre

le jeudi 24 juin

**La manif d'aujourd'hui fut un véritable succès quant au nombre de participants surtout du secteur privé : 30 000 manifestants !. De nombreux salariés du commerce...qui ne manifestent que rarement...alors il reste à construire et démontrer que la grève générale est la seule à même de nous faire gagner contre Sarko et ses fumeurs de cigares. A la rentrée, on s'y met tous, pas touche aux 60 ans et on exige des garanties et des avancées... !**

# Répression contre des antifascistes à Paris

Le premier juillet, à 9h, devant la 2e chambre du tribunal correctionnel de Paris, trois antifascistes parisiens passeront devant la justice, soupçonnées d'avoir participé en mai 2008 à des actions antifascistes contre un meeting du groupuscule néofasciste les Identitaires.

Les faits incriminés (des graffitis...) ne peuvent en rien expliquer l'acharnement policier et judiciaire dont ils sont victimes : perquisitions, gardes à vue prolongées, écoutes téléphoniques...

L'importance des moyens policiers déployés (mobilisation d'une dizaine de fonctionnaires pendant 4 mois, technologies de repérage des téléphones portables et d'Internet, relevé d'empreintes ADN...) montre que l'essentiel est ailleurs, comme dans la répression qui s'est abattue sur certains individus mobilisés aux côtés des sans-papiers : recueillir de l'information sur les milieux politisés, donc dangereux du point de vue policier, et intimider les

individus engagés pour un changement social radical.

Cette vague de répression s'inscrit dans une politique globale, à l'œuvre dans tous les pays de l'Union européenne, aux Etats-Unis ou en Russie. Une politique de longue haleine à laquelle la droite comme la gauche françaises ont contribué ; une politique sécuritaire, où la moindre différence, sexuelle, culturelle, sociale ou politique, peut devenir a priori suspecte. Les lois sécuritaires qui donnent toujours plus de pouvoir aux forces de répression, l'assimilation absurde de toute lutte sociale à un terrorisme fantasmé qui sert de prétexte au renforcement d'un véritable terrorisme d'Etat, mais aussi les différentes mesures qui accroissent le pouvoir du patronat au détriment de travailleurs précarisés, toutes ces mesures ont le même but : insécuriser la population pour mieux sécuriser l'ordre social capitaliste et étatique. Ce procès nous rappelle que l'antifascisme est une lutte qui se mène sur

deux fronts : contre les mouvements d'extrême droite et néofascistes, mais aussi contre l'Etat qui ne s'est jamais privé d'instrumentaliser le fascisme ou d'emprunter ses techniques pour assurer la stabilité de l'ordre social. Il nous rappelle que l'Etat de droit est, aujourd'hui comme toujours, subordonné à la raison d'Etat, que les promesses du libéralisme valent moins que les intérêts du capitalisme ou la stabilité de l'ordre social et étatique, que la police l'emporte encore et toujours sur la justice

Ni prison, ni répression n'arrêteront nos rébellions ! Autonomie pour toutes et tous !  
Le mercredi 1er juillet à 9h, en soutien avec les antifascistes criminalisés,  
Toutes et tous à la 2e chambre du tribunal correctionnel de Paris !

Scalp-Reflex Paris  
No Pasaran 21ter rue Voltaire 75011 Paris  
- Tél. 06 11 29 02 15 -  
nopasaran@samizdat.net

## Manifestation contre le g-20

La CLAC 2010 dénonce la répression policière d'une ampleur sans précédent au Canada intervenue à Toronto lors du Sommet du G20. À la violence policière s'ajoute l'annonce d'une série de mesures d'austérité économique (réduction de déficits, hausses de taxes, coupes dans les services sociaux), qui constituent autant de violences économiques dirigées contre les populations. Les travailleuses et les travailleurs sont appelés à payer la note pour la dernière crise financière, alors que les banques et le secteur financier, qui en sont les responsables et qui ont bénéficié de 20'000 milliards \$ en plans de relance, ne se voient imposer aucune nouvelle régulation.

*"Les 900 arrestations arbitraires et politiques à Toronto sont du jamais vu dans l'histoire du Canada, soit près de trois fois plus qu'en octobre 1970. Les policiers ont violé les droits fondamentaux, détenu des gens durant des heures sans accusations formelles, sans recours à un avocat, sans nourriture et sans eau. Les policiers se sont montrés coupables d'entrée par effraction sans mandat, de profilage, d'intimidation et de harcèlement, de kidnapping, d'usage démesuré de la force sur des manifestants, des journalistes ainsi que des journalistes. Nous voyons bien qu'État policier et violence économique vont de pair",* explique Danie Royer, porte-parole de la CLAC 2010.

*"Chaque jour, partout dans le monde, des gens meurent des conséquences*

*directes des politiques sociales et économiques mises de l'avant par les élites regroupées dans cette instance illégitime qu'est le G20. Les réductions de déficit fièrement annoncées ne feront qu'empirer les conditions de vie de millions de personnes. Stephen Harper a d'ailleurs rappelé que l'objectif visé était de contenter et de rassurer les marchés financiers. Rien sur l'environnement, des miettes pour la santé des femmes, rien sur les conséquences sociales de la crise économique, dont les personnes migrantes sont les premières victimes. Tout pour consolider le capitalisme, un système économique qui privilégie une infime minorité au détriment de l'immense majorité",* s'indigne Mathieu Francœur, porte-parole de la CLAC 2010.

Ce dont nous avons été témoins à Toronto visait à faire taire la dissidence et à criminaliser les mouvements sociaux. Ce sont des tactiques bien connues pour diviser les populations, briser la résistance et imposer des politiques régressives. Nous avons franchi une nouvelle étape dans l'intensification de la répression policière et dans les concessions exigées des populations.

Nous appelons l'ensemble des mouvements sociaux à se mobiliser en solidarité avec les victimes de l'appareil répressif, qui n'ont fait qu'exprimer leur désaccord avec des politiques autoritaires, sécuritaires, racistes et antisociales.

## manifestation contre le G-20 (suite)

### Une manifestation contre les arrestations

À Toronto, une foule estimée entre 2000 à 3000 personnes a manifesté lundi devant le quartier général de la police et au centre-ville pour dénoncer les tactiques policières et, surtout, les centaines d'arrestations effectuées lors des manifestations qui ont ponctué le Sommet du G20, au cours du dernier week-end.

Le rassemblement s'est déroulé dans le calme.

Les protestataires estiment que la plupart des manifestants arrêtés étaient pacifiques et réclament que les personnes qui n'ont toujours pas été libérées soient relâchées.

Les policiers, très nombreux, ont par ailleurs procédé à trois arrestations au début de la manifestation.

Les transports en commun ont été perturbés dans le centre-ville.

### Comparutions en série

Selon le dernier bilan, confirmé lundi par l'équipe de sécurité intégrée du G8-G20, plus de 900 personnes ont été arrêtées au cours du week-end.

Certaines ont été relâchées sans que des accusations soient portées contre elles. Ni les policiers ni le bureau du procureur général n'ont cependant précisé le nombre de personnes

libérées.

Des dizaines d'autres personnes devaient comparaître à Toronto au courant de la journée. Pas moins de cinq salles d'audience ont été réservées à cette fin dans un immeuble situé dans le nord-ouest de la Ville Reine.

La confusion semblait par ailleurs régner au palais de Justice. Les audiences n'ont pas commencé avant 14 heures, et certains des prévenus ont été obligés de changer de salle.

Une bonne partie des personnes arrêtées font face à des accusations de méfait, de rassemblement illégal, d'obstruction au travail des policiers et d'assaut contre des policiers. Certaines sont accusés de possession d'arme.

Les enquêtes visant les militants radicaux soupçonnés d'être à l'origine du grabuge se poursuivent.

Aucun procès ne devrait vraisemblablement s'amorcer avant l'automne.

Des dizaines de personnes ont été libérées sous caution, dimanche, moyennant l'engagement de rester à l'écart du centre-ville, de garder la paix et de ne pas participer à des manifestations violentes.

En prévision du sommet, le gouvernement ontarien a adopté discrètement un décret, qui a permis aux forces de l'ordre d'arrêter quiconque se trouvait à moins de 5 mètres du périmètre de sécurité et qui refusait de s'identifier.

Environ 20'000 policiers ont été déployés dans la Ville Reine pour le G20.

### **Sécurité omniprésente**

La sécurité était omniprésente, dimanche, lors des premières comparutions de manifestants : citoyens et journalistes étaient systématiquement fouillés. À la fin de la journée, la nourriture et les appareils enregistreurs ont été interdits.

Plusieurs parents étaient notamment sur place à la recherche de leurs enfants. "On aurait pu croire qu'ils auraient été mieux organisés, a dit l'un d'eux, Jose Torro. Ils ont dépensé 1 milliard de dollars. Je me demande combien cela va coûter aux contribuables."

Des policiers anti-émeutes se sont d'ailleurs présentés sur les lieux dans deux autobus vers 15h30. "Il y a un certain nombre de gens en cour, et ce n'est qu'une précaution pour s'assurer qu'il n'y a pas de troubles", a expliqué le sergent Peter Stehouwer.

Certaines manifestations d'opposants à la tenue du sommet ont dégénéré au cours de la fin de semaine, et plus particulièrement dans la nuit de samedi à dimanche. Des voitures de police ont notamment été incendiées et des

vitaines ont été fracassées. Plusieurs autres se sont cependant déroulées dans le calme.

### **L'appel d'Amnistie internationale**

La section canadienne d'Amnistie internationale appelle à une enquête indépendante sur les mesures de sécurité lors des sommets du G8 et du G20. Selon l'ONG, les droits de l'homme ont été bafoués lors des manifestations.

Amnistie internationale estime que l'imposante présence policière ainsi que les actes de vandalisme ont créé une atmosphère de peur et ont empêché de nombreuses personnes de prendre part aux manifestations.

Des organisations non gouvernementales (ONG) estiment que les droits de la personne ont été bafoués lors du sommet du G20 à Toronto.

L'Association canadienne des libertés civiles avait des observateurs sur place qui ont documenté les agissements des policiers. Deux d'entre eux ont été arrêtés et n'ont pas eu accès à leur avocat. L'association pourrait déposer des poursuites au civil.

"On vit encore dans un pays où il y a la présomption d'innocence. Même s'il y a de 50 à 100 personnes qui ont fait du grabuge, ça ne donne pas le droit d'arrêter plus de 500 personnes qui n'ont rien à voir avec ça", a affirmé la porte-parole de l'organisme, Nathalie Desrosiers.

Des regroupements d'étudiants et de manifestants ont dénoncé la brutalité policière dont ils ont été victimes au cours des émeutes. Ils ont affirmé que les conditions de détention à la prison temporaire aménagée dans un studio désaffecté dans l'est de la ville étaient exécrables.

"Ils nous ont mis dans des cages avec pour seul mobilier une toilette sans porte et un banc en métal, et c'est tout. Des filles de Montréal, de Toronto, quand elles ont été arrêtées, elles ont été fouillées nues", a témoigné une manifestante.

Des hommes et des femmes ont dit avoir été tabassés par des policiers. Une personne aurait reçu une décharge de pistolet électrique Taser même si elle porte un stimulateur cardiaque. Elle a dit ne pas avoir reçu une attention médicale appropriée après cette décharge.

Des gens dénoncent des fouilles illégales, des arrestations sans motif et de mauvaises conditions de détention à la prison temporaire. Des manifestants soulignent qu'ils n'ont pas eu accès à un avocat et qu'ils ont été libérés sans accusation.

Par ailleurs, environ 300 des 450 jeunes militants qui ont quitté Montréal vendredi pour aller manifester aux sommets du G8 et du G20

manquent à l'appel.

Les responsables de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) manifesteront jeudi à Montréal pour dénoncer la façon dont les autorités ont traité les manifestants à Toronto. Montréalaise Chaotic Insurrection Ensemble, le contingent a pris la rue, et occupé un grand espace au sein de la marche syndicale. Le long de la rue Queen, les manifestant-e-s ont tenté plusieurs fois de percer les lignes de police, seulement pour se retrouver face à face avec l'anti-émeute qui frappait et ensanglantait les manifestant-e-s à coups de matraques et de boucliers.

Sans se décourager, les manifestant-e-s ont attendu que la marche People's First continue jusqu'à l'avenue Spadina, où le contingent radical a fait demi-tour et s'est dirigé vers l'est, le long de la rue Queen, pendant que des manifestant-e-s se livraient à des destructions de propriété de corporations, incluant des magasins Starbucks et Nike le long de la rue Queen. Parfois à la course, à d'autres moments arrêtés pour favoriser le regroupement, la manifestation a été en mesure de marcher vers le sud sur la rue Bay, jusqu'à la capitale financière du Canada au coin Bay et King.

Aux cris de "pas de G20 sur des terres autochtones volées", et "pas de frontières, pas de nations, arrêtons les déportations", il y avait des ovations au milieu du bruit de vitre brisée, alors que la destruction ciblée des biens de criminels corporatistes bien connus continuait sur Bay Street. La manifestation s'est poursuivie vers l'est sur King jusqu'à Yonge, puis de la rue Yonge à Dundas Square.

Commentant la destruction de propriété, un journaliste du Toronto Star a écrit : "Pour la plupart, leurs cibles sont spécifiques et symboliques : tandis que la foule prenait d'assaut la rue Queen, ils ont attaqué des voitures de police, des banques et d'autres grandes corporations. Pourtant, ils ont laissé intact un magasin de disques, une taverne locale et une boutique de matériel indépendants."

La plupart des cibles sont des symboles des nombreux retards éthiques d'une société dans laquelle la richesse est systématiquement arrachée aux personnes pauvres et racialisées qui la produisent, et reste concentrée dans les mains de quelques grandes corporations, des banques et des élites globales. Plusieurs voitures de police ont également été détruites par des manifestant-e-s, beaucoup d'entre eux et elles ressentant de la colère après une semaine de perquisitions illégales, d'arrestations et de violence arbitraire qui ont fait mal à plusieurs personnes, même durant les manifestations pacifiques de vendredi.

Plus tôt dans la journée, des organisateurs et organisatrices communautaires clés et des

*(suite page 8)*

# A NOUS, LOUIS LECOIN, CA URGE !...

C'est en tant qu'auteur de Cinq milliards d'otages, écrit entre 1978 et 1981, réactualisé et paru en mars 1986 chez Les Lettres Libres et Editions Vrac (et ce, après 23 refus chez des éditeurs, grands, petits et moyens de France et de Navarre !...) que je voudrais rebondir sur l'Appel à la mobilisation contre les marchands de canons, tel qu'il apparaît à la page 2 du Libertaire électronique, n° 43 de juin dernier.

En effet, la teneur du slogan annonçant le salon officiel de ce commerce des armes qui se tient tous les deux ans dans la région parisienne et a pour nom EUROSATORY n'a pas manqué de m'irriter la pensée (si vous voulez bien m'accorder cette très "autobusique" expression "hors des clous" du "bel langage français"), et ce, au plus haut point.

C'est qu'il s'agit, avec la panoplie de machines à tuer hypersophistiquées que l'on présente aux visiteurs et futurs clients, de... -tenez-vous bien !- "Préparer la défense du futur". Si ! C'est ainsi que les responsables et publicitaires de ce Marché de la Mort ont tenu à justifier leur sinistre entreprise au service de Thanatos.

Devant cette orwellisation de plus, où lorsqu'on lit "défense du futur", il faut entendre "guerre du futur", ce fut plus fort que moi et m'est venu à l'esprit sur le mode de l'association libre d'idées : devant ce détournement flagrant de la langue, qu'aurait pensé, qu'aurait écrit, qu'aurait fait Louis LECOIN, le Pacifiste Intégral et Grand Educateur ?

Et la seule évocation de Louis LECOIN (1888-1971) m'a conduit à ouvrir Le cours d'une vie, son si beau livre autoédité et en bonne place dans ma bibliothèque, et à le parcourir, plus ou moins guidé par des passages soulignés et quelques annotations au crayon de ma part. Ce qui m'a stupéfait, c'est combien le contenu du premier Editio de Défense de l'Homme, reproduit dans Le cours d'une vie et qui date d'octobre 1948, est d'une actualité saisissante. Jugeons-en : "Le monde est anxieux au suprême degré et l'inquiétude emplit tous les cœurs si elle n'assombrit pas tous les visages. La peur est partout et chacun crâne, comme l'autre siffle, pour paraître courageux. La crainte du lendemain angosse toute l'humanité ; elle obnubile tous les esprits, enveloppant dans son ombre tous les hommes, les défavorisés et les favorisés." (...)

Le monde est anxieux parce que les humains, au lieu de panser leurs blessures, au lieu de réparer, en partie, les désastres d'une guerre affreuse, au lieu d'assurer les bases de nouvelles sociétés habitables pour tous, s'engagent dans une infernale course à l'abîme. (...)

Des gouvernants affolés et pleins de déraison, des gouvernés sans boussole, oscillant de tous côtés, voilà ce qui survit de la dernière guerre.

La méchanceté, la bêtise et un égoïsme monstrueux, voilà ce qui caractérise l'homme d'aujourd'hui ? (Op. cit., p. 214). Et à cette question, LECOIN de répondre avec une lucidité implacable : "L'homme. Un bien grand mot pour désigner quoi ? L'homme est tout simplement en voie de disparition -rongé par une paperasserie tatillonne, annihilé par une machinerie abrutissante- ses organes sont atrophiés, ses sens avilis et un automatisme dégradant le diminue encore davantage de jour en jour". (Ibid).

Un tel passage me parle -Ô combien !- moi qui aime nommer depuis lurette "humanoïde", l'homme, cet hypocrite, mon "semblable", mon "frère", ainsi que le disait déjà le Grand Charles, il y a plus d'un siècle et demi, à l'orée de ses Fleurs du Mal.

Il n'empêche qu'en nos temps où les "enculés" et les "fils de putes" se multiplient et s'apostrophent sur le mode du "casse-toi-pauvre-con" présidentiel pour créer du lien social plein d'humanité jusque sur les

stades de la Coupe du Monde de balle-au-pied, ce serait foutrement utopique que d'oser prétendre qu'en soixante-cinq ans de post-Shoah, on a fait quelque progrès palpable en hominisation...

Le Père Chat (pcc : Gérard Lecha)

P.S. Je tiens quand même à signaler qu'en appeler à la mémoire et à l'œuvre de Louis LECOIN comme je le fais dans cet article n'est pas en appeler à n'importe qui. Et tout particulièrement on ne doit pas oublier qu'un Comité de personnalités aussi éminentes qu'entre autres : Madame Albert CAMUS, le cinéaste Claude AUTANT-LARA, le journaliste et homme politique Claude BOURDET, les écrivains Jean CASSOU, Maurice NADEAU, Jean PAULHAN et Gaëtan PICON, l'ingénieur agronome René DUMONT, et bien d'autres personnalités de grand renom encore, avait présenté et soutenu la candidature de M. Louis LECOIN pour l'obtention du Prix Nobel de la Paix pour l'année 1964.

Ayant appris que le pasteur noir américain Martin LUTHER KING était lui aussi candidat à ce prix pour 1964, Louis LECOIN avait insisté pour que l'on retirât sa candidature afin de ne faire aucune concurrence ou de présenter le moindre obstacle à la candidature du pasteur américain.

La noblesse du geste est en phase parfaite avec la grandeur d'âme de ce "grand petit homme" (dixit May PICQUERAY) que fut toujours Louis LECOIN.

Et comme les amis de l'Union Pacifiste\* ont eu raison et ont toujours raison de mettre en exergue sur leur page de couverture cette déclaration de Louis LECOIN : "S'il m'était prouvé qu'en faisant la guerre, mon idéal avait des chances de prendre corps, je dirais quand même non à la guerre. Car on n'élabore pas une SOCIÉTÉ HUMAINE sur des monceaux de cadavres".

Et avec le recul, les yeux dans le rétroviseur, on peut aujourd'hui dire en toute légitimité que le Grand Mensonge -oh ! G.M. !- que l'on appelle l'Histoire a eu beau appeler les trois décennies qui vont de 1945 à 1975 les "Trente Glorieuses", la vie de tous les jours n'était pas si folichonne que ça pendant qu'en ces temps dits "de paix" (sic !) on envoyait nos jeunes appelés se faire massacrer, torturer et émasculer en Indochine et/ou en Algérie. Et puis, insidieusement, avec le développement (assurément durable) de notre société dite de "con-sommation", on a enkysté à tel point le mal-être dans toute la jeunesse de l'Occident qu'il y a eu, comme l'écrivait Luc BERIMONT dans sa lettre du 21 août 1977 commentant Autobusique 00, "un moment de désespoir où le couvercle du langage pèse si lourd qu'il faut absolument trouver le moyen-vapeur qui le soulève." (\*\*(...))

Alors ce furent, aux quatre coins du monde, les événements sulfureux et crisiques de mai 1968 où la jeunesse de ce temps -et nous en étions !- se fit entendre et sortit, pour ainsi dire, de son cocon devenu si inconfortable...

Notes

\* L'Union Pacifiste est l'organe mensuel de l'Union Pacifiste de France. Son abonnement annuel est de 30 euros. Pour tout renseignement, s'adresser à : UPF, BP 196, 75 624 - Paris cedex 13.

\*\* in Deuxième de couverture de mon modeste opuscule, autoédité, numéroté de 11 à 100, et intitulé L'itinéraire du petit enfant (balises verbales éclatées/refondues, 1967-1992). (Extraits, avec une Préface de Daniel LEUWERS et la reproduction de huit gravures originales d'Hélène de BEAUVOIR et de trois dessins-collages hors texte par l'auteur). Tours, 1995. Opus 22 x 29,70, 35 pages.

# G 20-bis

(suite de la page 6)

militant-e-s des groupes anarchistes et anticapitalistes ont été ciblés pour des arrestations matinales (y compris au moins deux membres de Personne n'est illégal basés à Toronto et Montréal, ainsi que des organisateurs et organisatrices du Toronto Community Mobilization Network).

Malgré les arrestations préventives et la pluie, les organisateurs et organisatrices et les militant-e-s se sont regroupés et ont improvisé ensemble pour prendre les rues de Toronto.

La répression de "l'État policier à un milliard" de Toronto a montré que les libertés civiles peuvent être suspendues à volonté. Elles ont été officiellement suspendues dans les 5 mètres entourant la cage d'acier du G20, mais, officieusement, partout ailleurs. L'État policier du G20 de Stephen Harper a vu des arrestations arbitraires, des passages à tabac, des perquisitions et saisies y compris un parapluie confisqué hier, aujourd'hui surnommé "le parapluie à un milliard de dollars").

Les cages d'acier de Fortress Toronto sont un microcosme de l'apartheid mondial, où l'élite se rassemble derrière des lignes de police, tandis que le reste d'entre nous doit survivre dans un État policier. Toronto a connu un avant-goût de ce que la majorité du reste du monde vit sur une base quotidienne.

Nous vivons dans un monde qui est défini par et maintenu par la violence, une violence que les leaders intéressés du G8/G20 perpétuent et nient en même temps.

Cette violence est vécue quotidiennement par ceux et celles du Sud. Elle est vécue par les autochtones au "Canada" et dans le monde entier, qui font face à la destruction continue de leurs cultures et de leur environnement par des sociétés minières, des méga-barrages, et d'autres forces de la colonisation continue. Elle est vécue par les personnes racialisées qui sont harcelées par la police. Face à cette violence sociale extrême qui est une réalité quotidienne, on ne peut verser de larmes pour les

voitures et les fenêtres brisées par ceux et celles qui en ont assez des forces profitant de leur exploitation.

La clôture n'est pas tombée aujourd'hui, mais les intérêts que le G20 protège sur Bay Street ont été attaqués. Nous nous organisons tous les jours dans nos communautés. Mais ces luttes communautaires se sont également rencontrées aujourd'hui, pour quelques heures, pour défier avec courage la Fortress Toronto d'un milliard de dollars de Stephen Harper et l'ordre du jour du G20.

Robyn Maynard et Jaggi Singh, membres Personne n'est illégal-Montréal et la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC 2010), 27 juin 2010.

Traduction française réalisée par le secrétaire externe de l'Union communiste libertaire (UCL).

(Repris de Jura Libertaire)



Adresses...

Boîte postale 745, 76060 Le Havre cedex

<http://www.lelibertaire.org> courriel: [lelibertaire@wanadoo.fr](mailto:lelibertaire@wanadoo.fr)

Directeur de publication : Jean-Pierre Jacquinet

A vos plumes !

Le Libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lectrices et des lecteurs.

Envoyez vos articles au groupe Jules-Durand, boîte postale 745, 76060 Le Havre cedex.

Sur papier, tapez vos textes à la machine, en double interligne et au recto seulement.

Disquettes et e-mails sont les bienvenus !

*Le Libertaire*